

RÈGLE DU 51/49 ET AUGMENTATION DES SALAIRES

Le FMI dit non au gouvernement

La règle 49/51 régissant l'investissement étranger en Algérie doit être éliminée ou tout au moins limitée. C'est ce que suggère un haut conseiller au Fonds monétaire international (FMI), appelant également à budgétiser les subventions implicites, stopper l'augmentation des salaires et relancer le crédit à la consommation.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En présence du ministre des Finances, Karim Djoudi, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, le conseiller et chef de mission au FMI, Zeine Ould Zeidane, avait plaidé hier à la Résidence El Mithak pour l'amélioration de l'attractivité de l'Algérie aux investissements directs étrangers.

D'où la nécessité d'une diminution des restrictions persistantes sur les échanges avec l'extérieur dont celle liée à la règle 49/51 régissant l'investissement étranger. A ce propos, le conseiller du FMI, qui intervenait lors d'une conférence sur le thème «croissance et création d'emplois en Algérie», a appelé à éliminer la règle 49/51 ou tout au moins la limiter à quelques secteurs stratégiques.

Une suggestion qui répond certainement aux vœux des organisations patronales algériennes, comme l'est la proposition de M. Ould Zeidane de réformer la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

La budgétisation des subventions en question

Autre proposition, une gestion meilleure, transparente et ciblée des subventions publiques implicites, dans la mesure où certains services publics (énergies, carburants et loyers, notamment) bénéficient d'une tarification inférieure aux coûts d'exploitation ou d'amortissement, outre les exonérations accordées en matière de TVA (taxe sur la valeur ajoutée).

A ce propos, le conseiller au FMI, abondant dans le même sens que le directeur Moyen-Orient-Asie centrale, Masood Ahmed, qui était intervenu auparavant, avait appelé à «cibler» et à «budgétiser» les subventions implicites et à réduire les exemptions de TVA.

Interrogé à ce sujet, le ministre des Finances, qui précise que le Trésor prend en charge ces montants (par le biais notamment du rachat des dettes des entreprises publiques), indique, ce faisant, que son département compte «quantifier» ces subventions, les afficher sur le budget. Ainsi, le gouvernement informera les deux chambres du Parlement, dès la présentation de la prochaine loi de finances, du coût annuel des subventions non



Zeine Ould Ziedane, conseiller et chef de mission au FMI.

budgétisées. Mais c'est à propos de soutenabilité budgétaire que le FMI semble davantage pointilleux, son conseiller appelant à «stopper l'augmentation des salaires afin d'éviter la spirale des prix» et à un ciblage efficient des transferts sociaux. Et ce, dans le contexte notamment d'une inflation haussière à cause de l'amélioration des revenus (de l'ordre de 253%, selon Karim Djoudi), la masse salariale augmentant de 75,4%, d'une productivité du travail plus qu'insuffisante et d'un marché du travail rigi-

de. A ce propos, le ministre des Finances ne manquera pas de préciser que les transferts sociaux (13% de la richesse nationale) sont un corollaire du développement socioéconomique et que les revalorisations salariales ont un effet limité dans le temps.

Prônant également l'amélioration de l'accès aux financements bancaires et une valorisation de l'épargne disponible, Zeine Ould Zeidane avait appelé à lever certaines mesures de régulation assez contraignantes. En ce sens,

il estime opportun de relancer le crédit à la consommation, l'interdiction décidée par les pouvoirs publics restant injustifiée et pouvant être compensée par des mesures macroéconomiques appropriées.

Néanmoins, une proposition que le ministre des Finances n'a pas manqué de rejeter clairement, Karim Djoudi rappelant en marge de la conférence que la suspension du crédit à la consommation a été motivée par le souci d'éviter le surendettement des ménages et de ne pas favoriser le financement d'une production étrangère notamment automobile.

L'occasion également pour les experts du FMI de saluer, certes, les performances économiques et financières réalisées mais aussi d'estimer, critique, que le potentiel de croissance reste en deçà du potentiel algérien. Voire que le risque d'aggravation du chômage perdurera alors qu'il pourrait diminuer à 5 ou 6% à moyen terme, faute de réformes, d'une accélération optimale de la croissance hors hydrocarbures et de l'amélioration du fonctionnement du marché du travail. Des problématiques et autres sur lesquelles la directrice générale du FMI, M^{me} Christine Lagarde, en visite de travail aujourd'hui et demain à Alger, se prononcera certainement.

C. B.

RÉVISION DE L'ALLOCATION
TOURISTIQUE

«À l'étude», selon Mohamed Laksaci

La révision du droit de change, l'allocation touristique notamment, reste toujours «à l'étude» au niveau de la Banque d'Algérie. C'est ce qu'a déclaré hier son gouverneur, refusant de se prononcer sur un quelconque relèvement du plafond fixé depuis plus d'une décade à cette allocation. Mohamed Laksaci s'est contenté de rappeler que des mesures sont envisagées au profit des ménages dans le cadre de la convertibilité courante du dinar. D'autre part, le gouverneur de la Banque d'Algérie a indiqué que la nouvelle centrale des risques des ménages et entreprises dont la mise en place était attendue imminente ne pourra l'être qu'après 2014, en raison de la nécessité d'une infrastructure informatique adéquate.

C. B.

GRANDE COMMISSION PARLEMENTAIRE
ALGÉRO-FRANÇAISE

Les remarques taquines de Bartolone

En visite en Algérie à la tête d'une forte délégation parlementaire, dans le cadre de la réunion de la grande commission algéro-française, le président de l'Assemblée française, Claude Bartolone, sans se départir de son sourire, se plaint de ce que, en matière de délivrance de visas, le flux n'a pas la même cadence dans les deux sens. Un appel à plus de souplesse de la part des autorités algériennes.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Sujet redondant dans les discussions algéro-françaises, le problème de la circulation des personnes entre les deux pays n'a pas manqué d'être abordé, encore une fois, à l'occasion de la visite de la délégation parlementaire française en Algérie. Claude Bartolone, cependant, ne s'est pas suffi de noter la demande récurrente des Algériens. Il en a formulé, de son côté : que la circulation des personnes se fasse sur un même rythme dans les deux sens.

En conférence de presse, lundi en fin de journée, au niveau de la résidence de l'ambassadeur de France en Algérie, Claude Bartolone a confirmé avoir plaidé la cause, notamment des PMI-PME françaises qui éprouvent des difficultés à se faire délivrer le sésame pour venir en Algérie. «Nous avons évoqué le problème de la circulation des personnes dans les deux sens. Quelquefois, les PMI-PME ont du mal à se faire à cette tracasserie.»

Claude Bartolone, qui est venu en terrain défriché par le président



Claude Bartolone reçu par le président Bouteflika.

Hollande, lors de sa visite d'Etat en décembre 2012, n'avait pas besoin, pour les autres questions, de s'efforcer à faire preuve d'inventivité. Quasiment tout a été dit par Hollande. «L'âge d'or» des relations algéro-françaises se vit désormais, a-t-il soutenu, dans les actes. A ses yeux, même la règle des 49/51, que le gouvernement algérien a imposée pour les entrepreneurs mixtes, n'est pas contraignante. Indemnités des victimes des essais nucléaires ? Une commission mixte sera prochainement mise en place. Situation des travailleurs émigrés âgés ?

L'Assemblée fera bientôt une proposition au gouvernement, a confirmé Bartolone. S'agissant du Mali, le président de l'Assemblée française a répété les déclarations faites le jour

même par Jean-Yves Le Drian, à savoir que le retrait des forces françaises se fera de manière graduelle et que, relativement aux exactions de l'armée malienne sur les populations targuies, la France a sollicité une commission onusienne. «S'il y a des exactions, qu'elles fassent l'objet de poursuites.»

Claude Bartolone devait terminer sur une appréciation de son entrevue de deux heures avec le président Bouteflika. Il s'en est montré hautement émerveillé et flatté. «Le président a fait preuve d'une agilité politique incroyable. Il nous a retenus pendant deux heures, durant lesquelles il a évoqué les relations passées et présentes entre l'Algérie et la France. Il était alerte. Il se porte bien. Il est comme vous et moi.»

S. A. I.

CENSÉ FACILITER
LES FORMALITÉS DOUANIÈRESLe carnet ATA peu
utilisé par les opérateurs
algériens

Censé faciliter la tâche des opérateurs pour importer et exporter temporairement différentes marchandises, le carnet ATA reste très peu utilisé en Algérie. La Chambre algérienne de commerce et d'industrie a organisé, hier, un séminaire sur le système des carnets ATA (document de passage en douane en suspension des droits et taxes, permettant l'exportation temporaire dans 72 pays), en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France. Dans son intervention, le responsable ATA, CCI Paris, Ile-de-France, Xavier Fetter, a expliqué les avantages que présente ce document faisant fi du passeport international de marchandises : «Il est simple et facile d'accès. En France, on le délivre même à des particuliers. A travers un seul document, les opérateurs peuvent accomplir toutes les formalités de douane pour huit voyages aller-retour, d'autant plus que ce carnet réduit les coûts pour les exportateurs et importateurs, en éliminant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits de douanes». En Algérie, le carnet ATA, lancé en 1991, reste très peu utilisé par les opérateurs économiques, pourtant ses avantages sont multiples.

M. M.